

Par conséquent, au cours du Forum de consultation et de concertation politique du Mercosur, de la Bolivie et du Chili, on s'est prononcé à plusieurs reprises sur les cas qui ont représenté une menace pour la démocratie.

Par ailleurs, dans le cadre de l'Organisation des États américains (OEA), nous avons adopté l'Engagement de Santiago envers la démocratie et la rénovation du système interaméricain, à Santiago du Chili, en 1991, à l'occasion de la XXI^e Assemblée générale de l'Organisation et la résolution AG/RES 1080 intitulée : Démocratie représentative.

La réforme de la Charte de l'OEA, appelée *Protocole de Washington*, qui résultait d'une initiative argentine, a été adoptée en 1992 et établit la sanction de suspension d'un membre de l'Organisation dont le gouvernement démocratiquement constitué serait renversé par la force.

Dans le Groupe de Rio, les déclarations relatives à la légitimité démocratique, tout comme sa défense, ont constitué des questions vitales. De façon précise, le mécanisme a eu pour fondement, dès le début, par l'intermédiaire du Groupe de Contadora et du Groupe d'appui, le rétablissement et la consolidation de la démocratie. Je ne mentionnerai que l'*Acte de Veracruz*, signé le 19 mars 1999, qui résume le patrimoine historique du Groupe de Rio.

J'ajouterai que pendant le XIV^e Sommet des chefs d'État et de gouvernement du Groupe de Rio, tenu à Carthagène en juin 2000, a été signé l'engagement de Carthagène vis-à-vis de la démocratie, par lequel est réaffirmée la conviction de renforcer la démocratie représentative comme système de gouvernement, d'encourager ses valeurs comme forme de vie et de défendre l'institution démocratique et la primauté du droit en Amérique latine et aux Antilles.

Les Sommets des Amériques doivent aussi être un instrument de renforcement des valeurs essentielles que partagent tous nos pays et dont j'ai parlé auparavant : les droits de la personne et les libertés fondamentales, la démocratie représentative, la primauté du droit et le progrès économique et social dans la liberté. Ces valeurs, ainsi que la liberté économique avec la justice sociale, sont la base sur laquelle il faut asseoir l'intégration continentale que nous voulons créer.

Voilà les valeurs que l'Argentine partage et qu'elle s'est engagée à atteindre et à défendre sur notre continent.

La pleine application de ces valeurs est ce que nous avons appelé la qualité institutionnelle de la démocratie, objectif pour lequel nous devons tous travailler, parce que nous ne pourrions l'atteindre que si nous agissons en étroite coopération avec tous les pays de notre hémisphère.

Les institutions des Amériques, qu'elles soient sociales, économiques, juridiques, de sécurité ou autres doivent aussi soutenir ces valeurs et la conception du monde qui les privilégie et dans laquelle le respect est directement relié à la légitimité des gouvernements.